



Dossier de presse

Convention Etat – CNSA : 5 ans pour consolider un service public de l'autonomie de qualité dans les territoires

15 mars 2022

Sommaire

Communiqué : 5 ans pour consolider le service public de l'autonomie sur l'ensemble du territoire

Fonder la branche Autonomie : résumé des 40 engagements de la CNSA

Infographie

Communiqué de presse

5 ans pour consolider le service public de l'autonomie sur l'ensemble du territoire

Le Conseil de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie a approuvé, à l'unanimité des suffrages exprimés, ce lundi 14 mars, la convention d'objectifs de gestion (COG) qui lie la CNSA à l'Etat pour les cinq années à venir. Cette première COG de la branche Autonomie de la Sécurité sociale fixe une feuille de route ambitieuse pour consolider le service public de l'autonomie sur l'ensemble du territoire, dans la perspective du cap de 2030, où la part des plus de 60 ans deviendra plus importante que celle des moins de 20 ans. Elle est assortie d'une trajectoire financière inédite, permettant de consacrer plus de 2,7 milliards d'euros pour la qualité du service de l'autonomie, et plus de 3,8 milliards pour l'appui à la transformation et la modernisation de l'offre et le soutien aux professionnels. Pour atteindre ces objectifs, les équipes de la Caisse seront renforcées de 80 ETP par rapport à 2021. Au vu des moyens octroyés initialement dans la précédente COG, c'est une augmentation de 80% des effectifs.

À cette occasion le président du Conseil, Jean-René Lecerf a souligné : « En créant la branche Autonomie au cœur de la Sécurité sociale, le législateur a fait le choix de la cohésion sociale par la solidarité, l'égalité des chances et la convergence des réponses à nos concitoyens, quels que soient leur âge ou leur situation de handicap. La feuille de route de la branche Autonomie va contribuer à transformer et renforcer notre système de protection sociale, pour soutenir l'ambition d'une société inclusive ouverte à tous et respectueuse de la citoyenneté de chacun. »

Pour Virginie Magnant, directrice de la CNSA : « La réponse aux besoins et aux attentes des personnes à l'horizon 2030 suppose de préparer dès maintenant, dans le cadre de la présente COG, les éléments structurels d'une politique de l'autonomie de qualité. »

La convention sera prochainement signée par Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des Comptes publics. Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'Autonomie et Sophie Cluzel, ministre déléguée chargée des Personnes handicapées ont d'ores et déjà apposé leur signature, à côté de celles de Jean-René Lecerf et Virginie Magnant, en marge de leur participation à la réunion extraordinaire du conseil de la CNSA.

Pour Brigitte Bourguignon : « Grâce à cette nouvelle convention d'objectifs et de gestion, la CNSA dispose de moyens à la hauteur de son nouveau rôle de pilote de la 5^e branche autonomie. Elle pourra ainsi intensifier les efforts de prévention de la perte d'autonomie, par exemple sur les chutes de personnes âgées ou l'isolement social, et accélérer le « virage domiciliaire » voulu par le gouvernement en lien avec les Départements, pour permettre à chacun de vieillir chez soi. »

Pour Sophie Cluzel : « La signature de la première convention d'objectifs et de gestion de la CNSA matérialise cette 5^e branche tant attendue par tous les acteurs. C'est une réforme profonde de notre modèle de

Dossier de presse COG Etat – CNSA 2022 - 2026

protection sociale qui permettra, demain, aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées d'avoir une place à part entière et de pouvoir exercer librement leur choix de vie. Pour y parvenir, il nous faudra plus que jamais être en étroite collaboration entre État et départements. »

40 engagements pour fonder la branche Autonomie

Face à la transition démographique, il est essentiel de construire dès à présent une société inclusive qui prenne en compte les aspirations, les choix et les besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Cette COG prolonge et intensifie les efforts continus engagés ces derniers mois tels que la réforme des services d'aide et d'accompagnement à domicile - pierre angulaire du virage domiciliaire -, la création de nouvelles solutions inclusives, la modernisation massive des EHPAD, le développement d'habitats intermédiaires. Elle accentuera l'accompagnement des 1,36 millions de professionnels salariés du secteur.

La CNSA s'appuiera sur de nouvelles recrues, de nouvelles relations avec ses partenaires locaux et des systèmes d'information renforcés. L'objectif est d'assurer un service public de l'autonomie de qualité pour accompagner les bénéficiaires sur l'ensemble du territoire avec une offre adaptée à leurs besoins.

L'action de la CNSA auprès des quelque 6,65 millions de personnes âgées de plus de 75 ans et 5,1 millions de personnes en situation de handicap s'appuiera sur 3 axes prioritaires :

- 1. Garantir la qualité du service public de l'autonomie pour les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et leurs proches** grâce à la simplification des démarches, un accès à l'information (accès physique en tous points du territoire, téléphonique ou numérique), le développement d'actions de lutte contre l'isolement et d'actions de prévention de la perte d'autonomie ou des surhandicaps. Sur la période 2022 – 2026, la CNSA consacrera ainsi 1 milliard d'euros à la prévention, dont 3,8 millions d'euros pour la création d'un centre de ressources et de preuve dédié à la prévention de la perte d'autonomie. Elle investira également 509 millions d'euros sur toute la période pour faciliter les parcours des personnes et soutenir l'accompagnement effectif des droits. La qualité du service rendu sera mesurée par deux baromètres : le baromètre des maisons départementales des personnes handicapées et le baromètre « allocation personnalisée d'autonomie » des conseils départementaux.
- 2. Garantir un accompagnement adapté aux besoins des publics qui aspirent à vivre « chez eux » dans leur environnement de vie, en établissement et à domicile, en étant bien accompagnés.**
 - La CNSA poursuivra le développement massif des investissements dans le secteur médico-social dans le cadre du Ségur de la Santé avec un financement de 1,055 milliard d'euros entre 2022 et 2026 auxquels s'ajoutent 500 millions d'euros au titre du numérique médico-social et 380 millions d'euros au titre du programme annuel d'investissements (PAI) de la Caisse.
 - Pour faire évoluer les solutions d'accompagnement, la CNSA mobilisera 360 millions d'euros pour le déploiement d'actions d'accompagnement en faveur des 3,9 millions aidants et de la pair-aidance.
 - La CNSA renforcera également la formation, la professionnalisation et la modernisation du secteur ainsi que l'attractivité des métiers grâce à la mobilisation de 416 millions d'euros durant ces 5 années;

Dossier de presse

COG Etat – CNSA 2022 - 2026

- Elle poursuivra enfin le soutien aux services autonomie à domicile avec un financement de 1,02 milliard d'euros notamment pour revaloriser la carrière de leurs professionnels.
- 3. Structurer et outiller la nouvelle branche Autonomie** pour une plus grande efficacité des services et des moyens apportés au bénéfice des personnes, grâce notamment à des modalités partenariales repensées avec les acteurs locaux de l'aide à l'autonomie et à de nouveaux systèmes d'information. Cette COG a en effet pour objectif de fédérer l'ensemble du réseau des acteurs locaux de l'aide à l'autonomie (maisons départementales des personnes handicapées, conseils départementaux et agences régionales de santé) autour de la création de ce service public. Ses objectifs sont étroitement liés au développement d'un schéma directeur des systèmes d'information (SDSI), qui mobilisera des moyens sans précédent avec près de 280 millions d'euros engagés et comprend des projets d'envergure, notamment :
- un système d'information unique de gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
 - un système d'information unique de recueil et d'exploitation des données financières, budgétaires et d'activité transmises par les autorités de tarification et de contrôle et par les organismes gestionnaires d'établissements et de services ...

Cette COG 2022 - 2026 s'inscrit dans un cadre budgétaire de la CNSA profondément rénové et simplifié et s'insère dans une trajectoire financière pluriannuelle qui donne une pleine visibilité sur les financements mobilisés durant les 5 ans à venir. Elle fixe une responsabilité accrue pour la CNSA dont la mission première est désormais de « veiller à l'équilibre financier de la branche ». Dès 2022, la Caisse renforcera son dispositif de contrôle interne pour assurer la couverture de l'ensemble des dépenses de cette branche de la Sécurité sociale.

La COG a été approuvée à l'unanimité des suffrages exprimés, par 51 voix « pour », 3 abstentions et 1 « ne prend pas part au vote ».

Les orientations de la COG et les engagements de la CNSA sont résumés dans les pages suivantes du dossier de presse.

[L'intégralité du texte de la COG et sa traduction en facile à lire et à comprendre \(pdf, 1,12 Mo\)](#) sont disponibles sur le site de la CNSA.

À propos de la CNSA

Créée en 2004, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) gère la branche autonomie de la Sécurité sociale depuis le 1^{er} janvier 2021. Elle devient ainsi le pendant de l'Assurance maladie, de l'Assurance retraite ou encore de la Caisse nationale d'allocations familiales. Elle soutient l'autonomie des personnes âgées et personnes handicapées en contribuant au financement des aides individuelles versées aux personnes, ainsi qu'au financement des établissements et des services qui les accompagnent, en veillant à l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire national.

Dossier de presse

COG Etat – CNSA 2022 - 2026

À ce titre, elle pilote le réseau des acteurs locaux de l'autonomie (maisons départementales des personnes handicapées, conseils départementaux et agences régionales de santé) et leur propose un appui technique. Elle participe à l'information des personnes âgées, des personnes handicapées et de leurs proches aidants grâce aux sites www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr et www.monparcourshandicap.gouv.fr. Enfin, elle contribue à la recherche, à l'innovation dans le champ du soutien à l'autonomie, et à la réflexion sur les politiques de l'autonomie. En 2022, la CNSA consacre 35 milliards d'euros à l'aide à l'autonomie des personnes âgées ou handicapées. Elle est le 1er financeur du soutien à l'autonomie et représente le 5^e budget de la Sécurité sociale.

Contacts presse

Céline Surget - celine.surget@coriolink.com – 07 48 72 82 37

Aurore Anotin – Aurore.anotin@cnsa.fr - 01 53 91 21 75

Fonder la branche Autonomie : résumé des 40 engagements de la CNSA

Soutenir l'émergence d'un service public territorial de l'autonomie de qualité pour les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et leurs proches

- › **Un service public de l'autonomie de qualité, qui donne accès à l'information, aux droits et à la citoyenneté de manière équitable en tous points du territoire**

L'accès aux droits des personnes âgées et des personnes handicapées ainsi que de leurs aidants dépend de manière déterminante de la qualité de l'information qui leur est offerte sur les aides, les droits et prestations ainsi que de la simplicité des démarches et procédures pour y accéder.

Depuis 2015, le [portail national pour les personnes âgées et leurs proches](#) apporte des informations et des services utiles pour faire face à une situation de perte d'autonomie et depuis 2020, la [plateforme mon parcours handicap](#) développée avec la Caisse des dépôts informe et oriente les personnes en situation de handicap.

D'ici 2026, le portail [www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr](#) proposera des simulateurs d'éligibilité aux aides ou de calcul des aides en lien avec le portail national des droits sociaux ([www.mesdroitssociaux.gouv.fr](#)). Ses annuaires seront enrichis : les annuaires des résidences autonomie, des EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et des unités de soins de longue durée intégreront des données relatives au nombre de places disponibles, celui des EHPAD proposera les indicateurs de qualité annoncés le 8 mars dernier par la ministre déléguée chargée de l'Autonomie, l'annuaire des services d'aide et d'accompagnement à domicile indiquera les prix et tarifs des services...

La plateforme [www.monparcourhandicap.gouv.fr](#) s'enrichira d'ici 2026 de rubriques thématiques sur l'ensemble du parcours de vie de la personne : logement, aides techniques, santé... Elle proposera également des annuaires de ressources d'accompagnement géolocalisés.

Les démarches à distance seront encouragées et facilitées grâce à **deux services de demandes en ligne** :

- **MDPH en ligne**, pour les personnes en situation de handicap et leur famille,
- **le téléservice de demande d'aide à domicile**, coconstruit avec l'Assurance retraite et la Mutualité sociale agricole, pour les personnes âgées ou leur proche.

Ces services en ligne seront accessibles depuis [www.pour-les-personnes-agees.gouv.fr](#) et [www.monparcourhandicap.gouv.fr](#). Interconnectés avec le système d'information harmonisé des MDPH et le futur système d'information dédié à la gestion de l'APA, ils permettront aux personnes de déposer leur demande, de suivre leur dossier et de contacter les services ou les établissements qu'elles souhaitent pour un accompagnement au quotidien. Les professionnels pourront quant à eux contrôler la mise en œuvre effective des prestations octroyées ou des orientations en établissement ou en service.

Concernant **l'information des proches aidants**, la CNSA mettra en œuvre une campagne de communication sur le congé de proche aidant et l'allocation journalière de proche aidant (AJPA) encore peu connus. La

Dossier de presse

COG Etat – CNSA 2022 - 2026

Caisse poursuivra ses partenariats avec les départements des fédérations et têtes de réseau nationales d'aide aux aidants afin de renforcer le soutien aux proches aidants.

Afin de contribuer au renforcement de **la qualité de service et de l'équité de traitement** des personnes et de leurs aidants par les services autonomie des départements et les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), la CNSA :

- mènera à terme l'ensemble des projets de la feuille de route MDPH 2022, et notamment l'appui aux 20 MDPH en difficulté afin de diminuer les délais de traitement des demandes ;
- développera la formation des professionnels des MDPH en partenariat avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ;
- actualisera les référentiels d'évaluation des besoins des personnes et d'éligibilité aux aides ;
- mettra à disposition des services départementaux un système d'information unique pour la gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie versée aux personnes âgées (SI APA) ;
- poursuivra le déploiement du système d'information des MDPH.

› **Un service public de l'autonomie qui prévient la perte d'autonomie des plus âgés et l'isolement social des publics fragiles**

La loi d'adaptation de la société au vieillissement a permis d'organiser une mobilisation coordonnée des acteurs œuvrant à l'échelle des territoires en matière de prévention (agences régionales de santé, départements, caisses de retraite, acteurs de protection sociale, communes, associations...) à travers la mise en place des conférences des financeurs de prévention de la perte d'autonomie dont l'action a bénéficié à près de 2,6 millions de personnes âgées en 2019. Mais, au-delà de cette meilleure coordination territoriale, des progrès importants restent à réaliser pour permettre le développement d'une prévention adaptée aux enjeux démographiques en sorte que la perte d'autonomie devienne l'exception.

Afin que les innovations les plus probantes pour prévenir la perte d'autonomie puissent être repérées et diffusées dans tous les territoires, un **centre national de ressources et de preuves** sera créé afin de mettre à disposition des acteurs les outils nécessaires pour leur permettre de sélectionner les actions les plus appropriées, de manière complémentaire au déploiement de programmes nationaux sur des actions probantes à fort impact telles que la systématisation du repérage de la fragilité ou la lutte contre la dénutrition.

Il est également urgent de renforcer la lutte contre l'isolement des personnes âgées, que la crise sanitaire a contribué à mettre en évidence et a renforcé (530 000 personnes âgées ne rencontraient presque jamais ou très rarement d'autres personnes en 2021¹) et qui fragilise le maintien de l'autonomie. Il incombe à la CNSA

¹ Petits Frères des Pauvres, deuxième édition du baromètre Solitude et Isolement des personnes âgées en France en 2021, publié le 30 septembre 2021.

Dossier de presse COG Etat – CNSA 2022 - 2026

d'investir pleinement le **pilotage de la déclinaison territoriale des politiques de lutte contre l'isolement** en tenant compte du rôle majeur des bénévoles et des nombreuses initiatives existantes dans les territoires, notamment celles qu'avait développées le réseau Monalisa.

› **Un service public de l'autonomie qui garantit l'effectivité des droits et une meilleure continuité des parcours**

La CNSA a été mobilisée depuis sa création pour faire progresser l'effectivité des droits des personnes, éviter les ruptures de parcours et s'assurer de l'organisation des coordinations nécessaires à l'accompagnement des situations complexes dans les territoires : méthodes d'action pour l'intégration des services d'aides et de soin dans le champ de l'autonomie (MAIA), dispositif d'orientation permanent dans le cadre de la réponse accompagnée pour tous notamment.

Elle participera à la **généralisation des dispositifs d'appui à la coordination** (DAC), accompagnera le déploiement du réseau des **communautés 360** et s'assurera de leur articulation avec le numéro d'appel national **0 800 360 360**.

› **Un service public de l'autonomie évalué**

D'ici 2026, la **satisfaction du public** concernant l'ensemble des droits et prestations d'autonomie sera mesurée chaque année.

L'actuelle enquête de satisfaction des usagers des MDPH sera enrichie notamment de données sur la satisfaction des personnes vis-à-vis des démarches en ligne. Elle continuera d'alimenter le baromètre des MDPH publié depuis octobre 2020.

La CNSA et les départements mesureront la satisfaction des bénéficiaires de l'APA vis-à-vis des démarches et de la qualité des prestations et des aides (accompagnement par les services d'aide et d'accompagnement à domicile ou service rendu par les fournisseurs d'aides techniques).

La DREES intégrera dans son enquête quadriennale auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) un indicateur relatif à la mise en œuvre d'un dispositif de recueil de la satisfaction des résidents par l'établissement.

Garantir une offre adaptée aux besoins des publics qui aspirent à vivre « chez eux » en étant bien accompagnés

› **Améliorer la connaissance des besoins et des solutions pour construire les solutions de demain**

La politique pour l'autonomie repose sur le principe d'une réponse adaptée à la situation de chacun. Ces réponses ne peuvent être construites qu'en ayant une bonne connaissance des personnes à accompagner et de leurs besoins, ainsi que des solutions disponibles. Cela suppose pour la CNSA de **consolider la collecte et l'analyse de données** en mobilisant les systèmes d'information de ses partenaires ainsi que ses propres systèmes d'information, en organisant des échanges automatisés au niveau national. L'enjeu consiste ensuite à partager ces données afin de faire évoluer l'offre.

Dossier de presse COG Etat – CNSA 2022 - 2026

D'ici 2026, la CNSA doit notamment achever le déploiement du centre de données issues des systèmes d'information des MDPH et alimenté par ViaTrajectoire handicap. Elle doit construire un centre de données pour recueillir les données issues du futur système d'information APA.

Elle publiera chaque année, sur la base des différentes données produites par les systèmes d'information qu'elle pilote et sur la base des données disponibles produites par d'autres organismes, un rapport décrivant les droits à prestation ouverts par les MDPH et les services autonomie des départements aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées, un rapport décrivant l'adéquation aux besoins de l'offre d'établissements et services pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

› **Construire les solutions de demain**

La branche Autonomie entend promouvoir l'**approche domiciliaire** dans la conception et la mise en œuvre des politiques de l'autonomie. L'approche domiciliaire procède de la mise en œuvre de modes d'accompagnement respectueux des personnes concernées, quel que soit l'endroit où elles résident, quels que soient leur âge, leur situation de handicap ou de santé, par l'adaptation des moyens permettant de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations, grâce à des « services domiciliaires » repensés et soutenus, à domicile, dans des formes innovantes d'habitat comme en « établissements domiciliaires ».

La CNSA finance totalement ou partiellement 1,2 million de places sur les 1,4 million des places existant en établissement ou service médico-social. Elle doit continuer à suivre le développement de cette offre, tout en la modernisant, grâce notamment aux 2,1 milliards d'euros de crédits du Ségur de la santé et en accompagnant le développement de solutions plus diverses, comme l'habitat inclusif ou les EHPAD ressources. Elle animera la réflexion sur l'évolution de l'offre avec l'appui des membres du « laboratoire des solutions de demain ».

Elle accompagnera les départements et les ARS dans la mise en œuvre des réformes des services à domicile (réforme tarifaire, création du service autonomie à domicile). Pour les départements qui en auraient le plus besoin, elle mettra en place une **mission d'appui opérationnelle** à l'image de celle proposée aux MDPH en difficulté depuis 2021. La mission s'appuiera sur une analyse de la satisfaction des usagers et des professionnels et une analyse de l'évolution de l'offre pour proposer une réorganisation des modalités de travail et améliorer la qualité de service.

› **L'évolution des métiers et l'intérêt des aides techniques**

Pour un accompagnement de qualité, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap doivent pouvoir compter sur des professionnels qualifiés et en nombre suffisant. Elles doivent également avoir accès à des aides techniques ou pouvoir aménager leur logement.

Tout au long de la période, la CNSA va suivre et évaluer les **20 plateformes territoriales des métiers de l'autonomie** financées depuis 2021 à l'issue d'un appel à projets, dans l'optique d'une généralisation. Ces plateformes réunissent, sur un même territoire, l'ensemble des acteurs du recrutement, de l'orientation, de la formation, et de l'emploi avec les employeurs du secteur de l'autonomie, pour promouvoir les métiers, faciliter l'accès et le maintien dans l'emploi.

Dossier de presse COG Etat – CNSA 2022 - 2026

La CNSA mobilisera les OPCO et le CNFPT autour des priorités de la stratégie nationale pour les métiers afin d' :

- augmenter le nombre de professionnels formés et qualifiés ;
- améliorer les conditions d'exercice et la qualité de vie au travail des professionnels ;
- inscrire l'innovation pédagogique et numérique au coeur des parcours de formation ;
- développer une offre spécifique pour l'outre-mer.

Elle entend **favoriser le développement de nouveaux modes d'organisation**, notamment les organisations d'équipes autonomes : une évaluation de ces équipes autonomes dans 4 territoires aboutira en 2024.

Actuellement, les **aides techniques** sont insuffisamment mobilisées en France, en raison non seulement de difficultés d'accès à une information et à un conseil fiable et neutre, mais également d'un manque de structuration du système.

Sur la base des résultats de l'expérimentation nationale « article 51 » **d'équipes locales d'accompagnement sur les aides techniques**, la CNSA va concevoir et structurer une offre d'accompagnement pour en faciliter l'accès. Cette structuration s'appuiera sur les intervenants à domicile (premier niveau d'information) et sur des acteurs du médico-social et du sanitaire ayant une expertise et une expérience avérées (second niveau).

Elle participera également aux travaux visant améliorer le remboursement des aides techniques et à garantir leur qualité.

Structurer et outiller la branche Autonomie : quels changements pour la CNSA ?

Sans réseau intégré, la CNSA a toujours mené son action en faveur de l'aide à l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en s'appuyant sur les agences régionales de santé (ARS), les conseils départementaux et les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). La CNSA est désormais le pilote national des acteurs participant à la mise en œuvre des politiques d'autonomie. Pour assurer cette responsabilité, la CNSA dispose de deux leviers : la contractualisation et les systèmes d'information.

› Un nouveau pacte de coopération entre la CNSA et les départements

Chaque année, la CNSA alloue plus de 3,3 milliards d'euros aux départements pour contribuer aux dépenses d'aide à l'autonomie. Dès 2023, la CNSA et les départements vont concevoir un dispositif de **majoration de ces concours financiers**, sur la base des écarts constatés chaque année avec les objectifs définis actuellement dans les conventions pluriannuelles.

La CNSA et les départements se fixeront des **objectifs de qualité de service** à atteindre. Les résultats seront rendus publics dans des baromètres : dès 2022 en ce qui concerne le service rendu aux personnes handicapées, dès 2023 concernant le service rendu aux personnes âgées.

Dossier de presse COG Etat – CNSA 2022 - 2026

Enfin, la CNSA pourra accompagner les départements et les MDPH les plus en difficulté dans l'attribution des droits et prestations d'autonomie (**mission d'appui et d'évaluation**) : 30 départements et 35 MDPH seront épaulés sur la durée de la COG.

- › **Des systèmes d'information fiables permettant d'assurer un service public de qualité, de connaître les besoins des publics et l'offre, et d'améliorer son pilotage**

La COG s'accompagne d'un **schéma directeur des systèmes d'information**. Les systèmes d'information doivent permettre de renforcer les capacités de la Caisse à piloter les politiques publiques par la donnée, à améliorer la qualité de collecte des données, à proposer de nouveaux services à ses partenaires et aux usagers afin de soutenir l'accès aux droits. Les systèmes d'information de la branche s'inscriront dans la « stratégie du numérique en santé » et en conformité avec les normes et les standards réglementaires (RGAA, RGS, RGPD...). **Consulter l'annexe pour plus de précisions sur le SDSI.**

- › **« Le juste accompagnement au juste coût » : conforter le pilotage financier et la gestion du risque porté par la branche Autonomie**

La CNSA a désormais pour mission première de « veiller à l'équilibre financier de la branche » et d'en établir les comptes. Elle est chargée de la « gestion du risque », avec une responsabilité renforcée sur la prévision pluriannuelle des besoins de financement tenant compte de l'évolution démographique et de la transformation de l'offre.

Dès 2022, elle renforcera son dispositif de contrôle interne pour assurer la couverture de l'ensemble des dépenses de la branche Autonomie. Puis elle définira, avec ses tutelles, la CNAM, CNAV et CNAV une stratégie de gestion du risque. Enfin, elle engagera des travaux de fiabilisation des prévisions de dépenses des enveloppes soins et soutien à l'autonomie des établissements et services médico-sociaux afin de définir au mieux les budgets annuels.

- › **Un financement des ESMS plus efficient, mieux contrôlé**

La CNSA collecte auprès des ARS, des départements (autorités de tarification et de contrôle) et des organismes gestionnaires d'établissements et de services, de nombreuses données financières, budgétaires et d'activité (états de prévision et de réalisation des recettes et dépenses, états réalisés des recettes et dépenses, prix hébergement, tarifs dépendance, prévision de création de nouvelles places, ...). Pour simplifier la saisie des données et leur exploitation, la CNSA proposera d'ici 2026 un **système d'information unique** intitulé SI collecte. Et, grâce aux données transmises par les institutions partenaires dans le cadre d'accords, il sera un véritable outil d'aide à la décision.

Dès 2023, la Caisse engagera des travaux avec l'ATIH pour intégrer les services d'aide à domicile et les résidences autonomie au tableau de bord de la performance du médico-social.

D'autres mesures contribueront à renforcer l'efficacité de la dépense des établissements et services médico-sociaux :

- la mise en œuvre des réformes de la tarification des ESMS, et notamment la réforme des établissements et services médico-sociaux pour personnes handicapées (SERAFIN-PH) ;

Dossier de presse

COG Etat – CNSA 2022 - 2026

- la poursuite des études de coûts ;
- une étude sur la pertinence de l'unification des modalités de tarification du soin en EHPAD ;
- l'appui métier aux ARS et aux conseils départementaux : constitution de réseaux professionnels thématiques communs, échanges périodiques par réseau, rencontres entre les professionnels des ARS et des conseils départementaux.

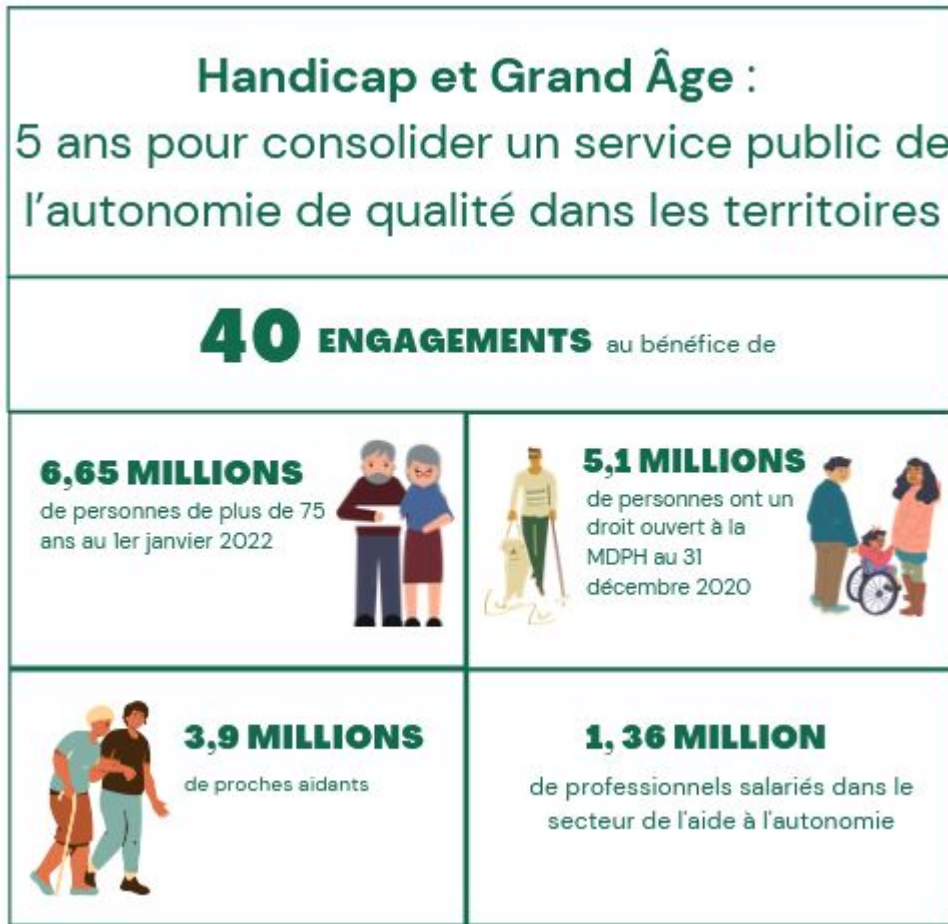
› Adapter l'organisation des services aux missions nouvelles de la CNSA

La CNSA compte actuellement 133 équivalents temps plein (ETP). Fin 2026, ils seront 213, soit 80 ETP supplémentaires sur la durée de la COG, dont 39 ETP qui renforceront l'équipe dès 2022.

La Caisse a engagé une démarche de transformation dès l'automne 2020 qui aboutira à une réorganisation en 2022. Cette réorganisation sera menée en lien avec les équipes de la CNSA, les instances représentant le personnel, et avec l'appui de la Délégation interministérielle à la transformation publique et de la direction générale à l'appui à la réforme structurelle (DG Reform) de la Commission européenne à travers son instrument d'appui technique (IAT).

Infographie : Handicap et Grand âge : 5 ans pour consolider un service public de l'autonomie de qualité dans les territoires

[Infographie à télécharger en intégralité sur le site de la CNSA \(pdf, 386 Ko\).](#)





*MDPH : maison départementale des personnes handicapées
**APA : allocation personnalisée d'autonomie

Sources : Insee, estimations de population (données provisoires) ; CNSA, DREES, enquête care adema 2005 ; RP 2021, DREES, ES 2014, ERFV 205, ES 2006.
Credits : Cnrs.